



Montreuil, le 7 janvier 2026

Communiqué de la FDSP

Contre l'attaque impérialiste des États-Unis au Venezuela : la Fédération CGT des services publics défend la paix et la souveraineté des peuples

La Fédération CGT des Services publics condamne avec la plus grande fermeté l'agression militaire des États-Unis contre le Venezuela et l'enlèvement revendiqué du président Nicolas Maduro et de son épouse sur ordre de Donald Trump.

Cet assaut constitue une **agression impérialiste états-unienne**, guidée par des intérêts économiques et géostratégiques au service du capital, visant notamment l'appropriation des ressources pétrolières du Venezuela. Elle piétine la souveraineté des peuples, la démocratie et la paix.

La Fédération CGT des Services publics, qui est mobilisée depuis deux ans contre le génocide du peuple palestinien à Gaza et contre l'aggravation des opérations coloniales de « nettoyage ethnique » en Cisjordanie, réaffirme son engagement contre la guerre, contre toutes les guerres. Elle dénonce une nouvelle **violation grave du droit international**, de l'intégrité territoriale du Venezuela et du **droit du peuple vénézuélien à l'autodétermination**. Ni les États-Unis, ni aucun État ne peut imposer par la force un changement de régime, bombarder un pays souverain ou enlever un chef d'État.

Cette attaque a déjà fait de nombreuses victimes. Selon la presse internationale, au moins 80 personnes ont été tuées, dont des civils. Le président cubain a confirmé la mort de 32 ressortissants cubains. La CGT exprime sa pleine solidarité avec toutes les victimes.

Au-delà du Venezuela, cette offensive armée révèle une **stratégie impérialiste globale** conduite par les États-Unis qui menace d'autres peuples : Cuba, soumis à un blocus illégal depuis des décennies, la Colombie ou encore le Groenland, convoité pour ses ressources. Cette politique de coups de force met en danger la paix mondiale.

La CGT des services publics affirme sa **solidarité totale avec le peuple vénézuélien**.

Partout en France et dans le monde, des mobilisations ont dénoncé cette agression et affirmé une même exigence : **non à la guerre, non à l'impérialisme, oui à la paix et à la souveraineté des peuples**, oui à la démocratie.

La Fédération CGT des services publics interpelle solennellement le président de la République : nous n'acceptons pas que la France accepte, couvre, voire soit complice de telles opérations ! La France doit condamner clairement cette intervention, agir pour le respect du droit international et œuvrer immédiatement à une désescalade politique et diplomatique.

La Fédération CGT réaffirme haut et fort son engagement pour la paix, la démocratie, la souveraineté des peuples, l'état de droit et la solidarité internationale.

Elle exige la libération du président vénézuélien et de son épouse !

Elle adresse son salut fraternel et tout son soutien au mouvement syndical vénézuélien.